

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/150
S/14425

3 avril 1981

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-sixième session
Point 22 de la liste préliminaire^x
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-sixième année

Lettre datée du 2 avril 1981, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint la déclaration, datée du 29 mars 1981, du Gouvernement du Kampuchea démocratique condamnant et rejetant les élections-duperie mises en scène par la clique vietnamienne Lo-Duan au Kampuchea.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire publier le texte de la présente déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 22 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THIUON PRASITH

^x A/36/50.

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា



DECLARATION
DU GOUVERNEMENT DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

CONDAMNANT ET REJETANT
LES ELECTIONS-DUPERIE MISES EN SCENE
PAR LA CLIQUE VIETNAMIENNE DE LE-DUAN
AU KAMPUCHEA

La clique vietnamienne de Le-Duan, qui mène à l'heure actuelle une guerre d'agression et d'extermination raciale au Kampuchea de la façon la plus barbare, orchestre une campagne de propagande autour de ce qu'elle appelle des "élections" au Kampuchea.

1. Comment parler d'"élections", alors que les forces d'agression de la clique vietnamienne de Le-Duan, constituées de 250.000 hommes de troupes et de plus de 50.000 agents administratifs vietnamiens, soit au total plus de 300.000 hommes, sont en train d'occuper ainsi le Kampuchea?
2. Comment parler d'"élections", alors que la clique vietnamienne de Le-Duan est en train d'exterminer la nation et le peuple du Kampuchea d'une façon encore plus sauvage que sous Hitler? Depuis qu'elle a envahi et occupé le Kampuchea, cette clique a déjà exterminé plus de 2.500.000 de vies du peuple du Kampuchea par le recours aux trois armes, les armes conventionnelles de toutes sortes, l'arme de la famine (par la destruction de l'économie et des moyens de production et par des pillages de récoltes) et l'arme chimique. A l'heure présente, cette clique s'acharne à poursuivre sa guerre d'extermination raciale. Dans les zones provisoirement sous son contrôle, notre peuple continue de périr chaque jour de la faim.

/...

3. Comment parler de "constitution", d'"élections", alors que la clique vietnamienne de Le-Duan foule aux pieds d'une façon aussi arrogante et flagrante la Charte des Nations Unies et les principes du Non-alignement, et ne respecte même pas les principes élémentaires du droit international?

L'Assemblée Générale des Nations Unies a demandé par deux fois à cette clique de retirer toutes ses troupes d'agression du Kampuchea. Mais cette clique refuse d'y obtempérer. Ce fait montre une nouvelle fois à quel point la clique vietnamienne de Le-Duan s'oppose à l'Organisation des Nations Unies.

La Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève, en 1981 comme en 1980, a clairement condamné la clique vietnamienne de Le-Duan de coupable de violations des droits de l'homme au Kampuchea et lui a également demandé de retirer toutes ses troupes d'agression du Kampuchea.

Ainsi, le monde entier a déjà nettement rendu sa sentence. La clique vietnamienne de Le-Duan est coupable d'agression et ne connaît ni lois, ni principes quels qu'ils soient.

4. Le peuple du Kampuchea tout entier s'est levé pour engager, depuis déjà 2 ans et 3 mois, sous la direction du Gouvernement du Kampuchea Démocratique et du Front de Grande Union Nationale Patriotique et Démocratique du Kampuchea, une guerre populaire contre les envahisseurs vietnamiens, exterminateurs de la nation et du peuple du Kampuchea. Cette guerre populaire s'est étendue dans tout le pays, entraînant les forces vietnamiennes d'agression de plus de 300.000 hommes dans un enlèvement inextricable. Ainsi, le peuple du Kampuchea a démontré clairement sa volonté de ne pas se soumettre et de lutter héroïquement contre ces envahisseurs vietnamiens. Face aux tanks, aux canons, aux baïonnettes, aux cachots et menottes et à l'arme chimique de la clique vietnamienne de Le-Duan, et dans une situation où le peuple du Kampuchea lutte partout, dans tout le pays, comment cette clique peut-elle encore parler d'"élections", si ce n'est d'une duperie et d'une mise en scène?

Aussi, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique solennellement, de nouveau, dénonce ces élections-duperie mises en scène par la clique vietnamienne de Le-Duan au

Kampuchea, et déclare les rejeter catégoriquement. Ce n'est là qu'une manœuvre parmi tant d'autres de cette clique, pour tenter de légaliser ses actes d'agression au Kampuchea et légitimer l'administration vietnamienne de Phnom Penh, ce en vue de perpétuer son occupation du Kampuchea et poursuivre sa guerre d'extermination raciale au Kampuchea, suivant sa propre stratégie expansionniste en Asie du Sud-Est et celle de son maître soviétique en Asie du Sud-Est et dans le monde.

La clique vietnamienne de Le-Duan doit impérativement respecter et appliquer les résolutions 34/22 et 35/6 de l'ONU. Elle doit impérativement retirer toutes ses troupes d'agression hors du Kampuchea, laissant au peuple du Kampuchea le droit de décider lui-même de sa destinée, sans aucune ingérence étrangère.

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique soutient pleinement la position de l'écrasante majorité des pays épris de paix et de justice dans le monde qui demandent la convocation d'une Conférence internationale sur le Kampuchea, en vue de mettre en application la résolution 35/6 de l'ONU, ce afin de fixer un délai déterminé pour que la clique vietnamienne de Le-Duan retire toutes ses troupes d'agression du Kampuchea et laisse le peuple du Kampuchea maître de décider lui-même de son avenir par des élections libres, au suffrage universel et direct, et au scrutin secret sous la supervision de l'ONU.

Kampuchea Démocratique, le 29 mars 1981

KEAT CHHON
Ministre délégué à la Présidence
du Conseil des Ministres

